

## Publications économiques et financières



### Conjoncture financière

N° 360 / Mars 2022

# ÉVOLUTIONS BANCAIRES ET MONÉTAIRES

## AU 31 DÉCEMBRE 2021

### Une activité bancaire dynamique dans un contexte incertain

Dans un contexte d'incertitude lié à la crise de la Covid-19, avec la fermeture des frontières (depuis mars 2021) et les difficultés d'approvisionnement, l'activité bancaire du Territoire poursuit sa progression.

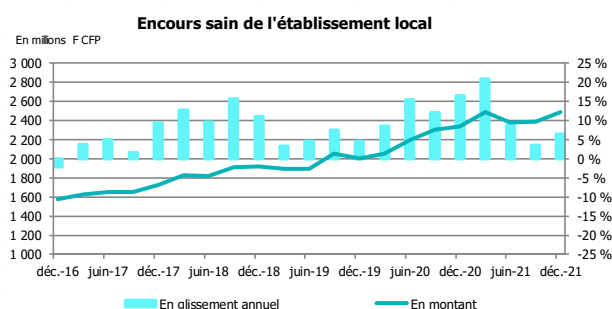
Les différentes mesures de soutien (PGE, aide d'activité partielle, report de charges, fonds de solidarité des entreprises) ont pu permettre aux **entreprises** de renforcer leur trésorerie. L'activité de crédit a ainsi été en forte expansion sur l'année (+103,3 % pour les crédits d'exploitation, +45,6 % pour les crédits d'investissement). Les dépôts à vue se situent également à un niveau élevé, avec une progression de 14,4 % en glissement annuel.

Pour les **ménages**, la croissance des dépôts à vue (+21,7 %) et de l'épargne de manière générale a également été importante, traduisant la constitution d'une épargne de précaution et la non-possibilité de consommer, avec les fortes restrictions de déplacement.

### L'activité bancaire locale poursuit sa progression

Le deuxième semestre 2021 maintient une trajectoire de croissance, après les progressions des derniers semestres. **L'encours sain total des crédits octroyés par le système bancaire local** augmente sur le semestre (+4,2 %) et sur l'année (+6,4 %). Cette évolution est due à la progression des crédits aux entreprises et aux ménages.

Les **crédits accordés aux entreprises** poursuivent leur progression, en rythme semestriel (+3,6 %) et surtout en rythme annuel (+39,5 %). Les **crédits accordés aux particuliers** diminuent de 6,0 % sur un an, avec la diminution des crédits à la consommation (-5,9 %) et surtout des crédits à l'habitat (-21,4 %, soit 12,4 millions de F CFP contre 15,8 millions de F CFP à fin décembre 2020). Ils sont néanmoins en progression sur le semestre (+4,6 %).



En conséquence, l'encours des crédits aux ménages représente 64,0 % de l'encours sain à fin décembre 2021 contre 72,5 % en décembre 2020. Même si elle est en léger recul par rapport à juin 2021 (-0,3 point), la part des entreprises dans l'encours sain local poursuit sa progression, entamée depuis la fin de l'année 2017, pour s'établir à 35,8 % (+8,5 points par rapport à décembre 2020). Le taux de créances douteuses portées par l'établissement de crédit local diminue fortement par rapport à juin 2021 (-1,1 point) et s'établit à un niveau faible de 1,3 %. Avec la hausse des crédits octroyés et le maintien d'un faible taux de créances douteuses, la **qualité du portefeuille** continue de s'améliorer.

En complément des opérations réalisées avec les intervenants du système bancaire local, les agents économiques ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission<sup>1</sup>. Pour la première fois depuis décembre 2018, la

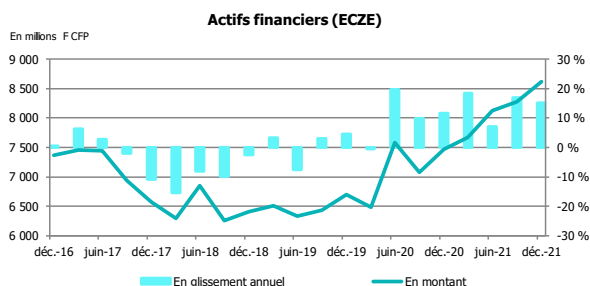
<sup>1</sup> A partir du quatrième trimestre 2021, les données d'encours des établissements situés hors de la zone d'émission (HZE) ne comprennent plus les données de la BEI. A fin septembre 2021, la BEI représentait moins de 5 % du total des crédits accordés HZE.

**part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission** augmente (+0,5 point sur un an, +1,0 point sur le semestre) et représente 23,2 % du total des engagements. Cette évolution s'explique par des crédits accordés dans le cadre des mesures de soutien à la crise de la Covid-19, notamment les PGE (au 31 décembre, 6 PGE ont été accordés à des entreprises de Wallis-et-Futuna pour un montant de 1,529 millions d'euros). Cependant, à fin décembre 2021, les entreprises se financent pour plus des deux tiers (70,7 %) auprès du système bancaire local, contre 65,1 % un an auparavant. Les crédits aux ménages sont, quant à eux, en quasi-totalité accordés localement (98,7 %).

À fin décembre 2021, **l'encours sain total des crédits octroyés aux agents économiques par l'ensemble des établissements de crédit** (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) atteint 3,2 milliards de F CFP, en hausse de 7,1 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des crédits accordés aux entreprises (+28,4 %), et malgré la baisse des crédits accordés aux collectivités locales (-19,5 %) et aux ménages (-6,1 %).

## Augmentation des actifs des entreprises, des ménages et des collectivités locales

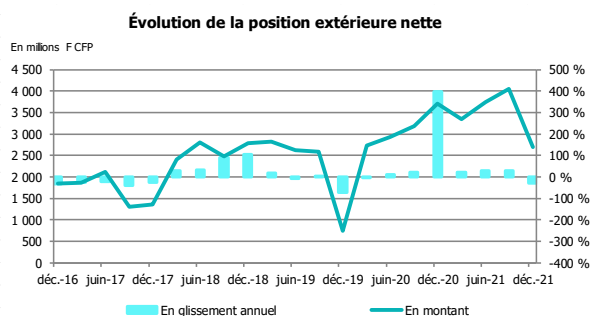
Au 31 décembre 2021, **l'encours des actifs** financiers détenus par les agents économiques du Territoire est en hausse de 15,2 % sur un an. Cette évolution est due à la hausse des actifs des entreprises (+14,5 %), des ménages (+13,1 %) et des collectivités locales (+37,2 %). La part des entreprises dans le total des actifs est en légère baisse sur l'année, passant de 41,5 % à 41,2 %. La part des ménages diminue également, à 50,8 % (contre 51,8 % fin décembre 2020), au profit de la part des collectivités locales qui passe de 6,7 % à 8,0 %.



Parallèlement aux dépôts à vue et à terme, le système bancaire collecte **d'autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. En raison de l'augmentation des encours sur les contrats d'assurance-vie (+7,8 %), qui continuent de représenter la quasi-totalité (95,0 %) de l'épargne collectée par les banques (mais gérée en dehors de la zone d'émission), ces avoirs sont en hausse sur l'année (+3,0 %). Il est à noter que, suite à la disparition de l'épargne à long terme des autres agents (collectivités locales) durant l'année 2018, ce type d'épargne est détenu par les ménages, les entreprises n'en possédant qu'une part négligeable.

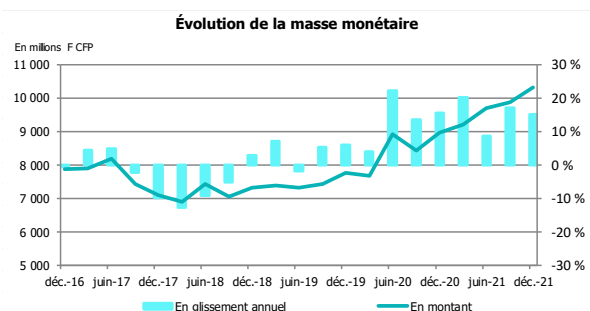
## Recul de la position extérieure nette

Le système bancaire local enregistre, comme depuis 2017, une amélioration **de son solde emplois-ressources clientèle**, à savoir la différence entre le montant de l'encours de crédit et le montant de l'encours des dépôts collectés localement, qui s'établit à -3,6 milliards de F CFP au 31 décembre 2021 contre -2,9 milliards de F CFP un an auparavant. Cette amélioration s'explique par la progression plus importante des dépôts collectés (+877 millions de F CFP) que des crédits bruts (+123 millions de F CFP). Les dépôts collectés représentent 91,0 % des ressources locales, contre 86,2 % à fin décembre 2020. **La position extérieure nette** s'établit à 2 687 millions de F CFP (-27,7 % sur un an). Cette baisse, en glissement annuel, du solde entre les avoirs des établissements de crédit et leurs engagements hors de la zone d'émission, structurellement positif sur le Territoire, est causée par la diminution des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit (-27,6 %).

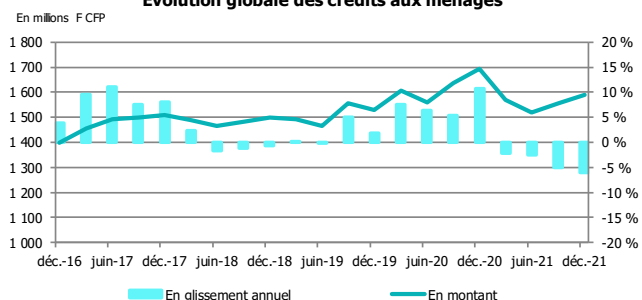


## Une masse monétaire qui maintient sa croissance

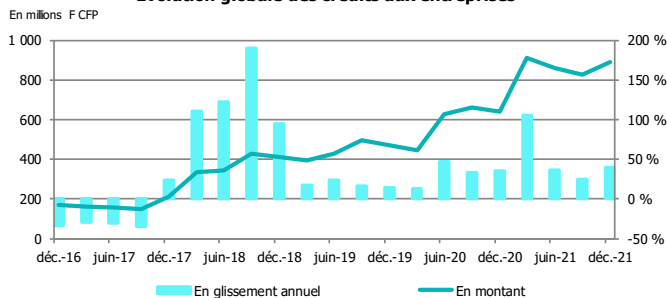
Le rythme de croissance de la **masse monétaire (M3)** est en hausse de 15,2 % en glissement annuel à fin décembre 2021. Elle s'établit à 10,3 milliards de F CFP. Cette croissance résulte de la hausse : des dépôts à vue (+19,0 %), qui passent de 5 472 millions de F CFP à fin décembre 2020 à 6 510 millions de F CFP à fin décembre 2021 ; ainsi que de celle de la circulation fiduciaire, à 3 050 millions de F CFP à fin décembre 2021 (+9,2 %). La part des dépôts à vue dans la masse monétaire augmente (63,1 % à fin décembre 2021 contre 61,1 % à fin décembre 2020), la croissance des dépôts à vue étant plus forte que celle de la masse monétaire. Les niveaux des comptes sur livret sont également en progression (+9,1 %) en glissement annuel, passant de 698 millions à 758 millions de F CFP à fin décembre 2021.



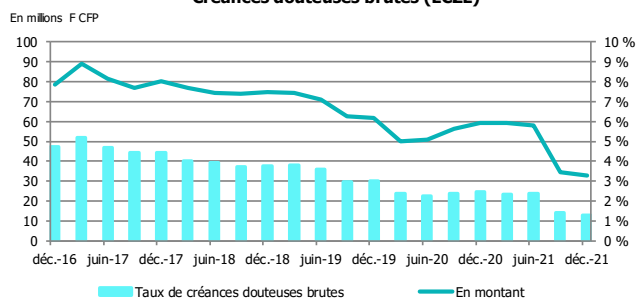
### Évolution globale des crédits aux ménages



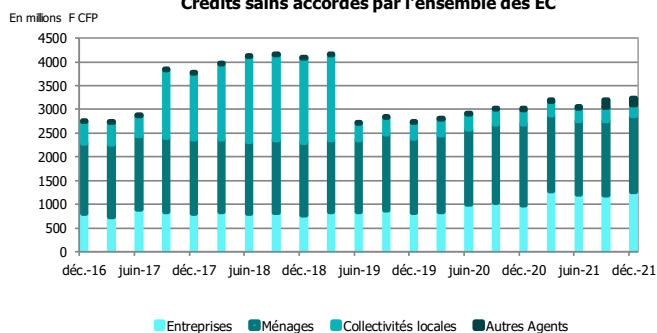
### Évolution globale des crédits aux entreprises



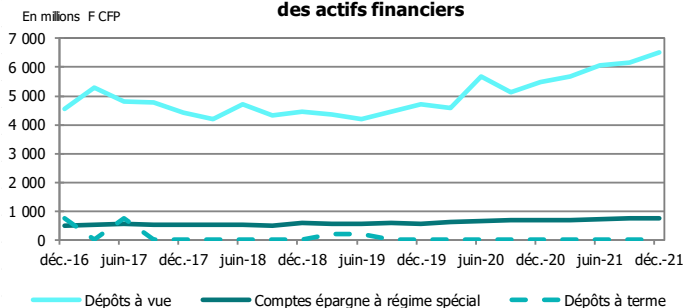
### Créances douteuses brutes (ECZE)



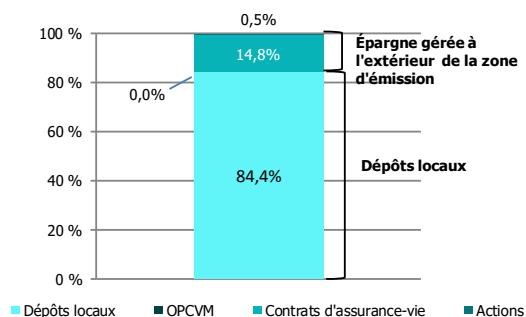
### Crédits sains accordés par l'ensemble des EC



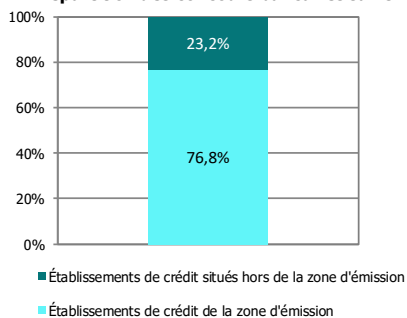
### Évolution des principales composantes des actifs financiers



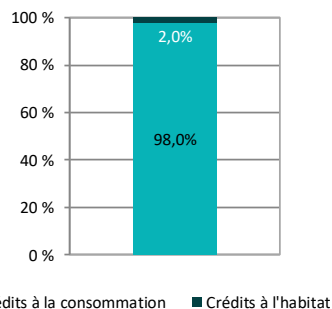
### Répartition des dépôts



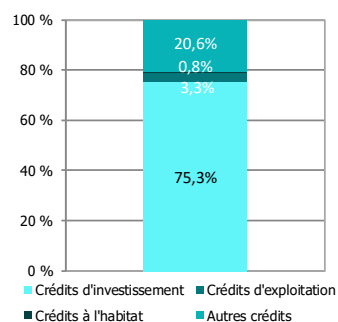
### Répartition des concours bancaires sains



### Répartition des crédits aux ménages



### Répartition des crédits aux entreprises



## Tableaux statistiques

### Le système bancaire local

#### Composantes de la masse monétaire

	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20					Variations	
					mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 166	2 269	2 454	2 792	2 849	2 910	2 941	3 050	4,8%	9,2%
<i>Billets</i>	2 166	2 269	2 453	2 790	2 847	2 908	2 941	3 054	5,0%	9,5%
<i>Pièces</i>	0	0	1	2	2	2	-1	-4	n.s	n.s
Dépôts à vue	4 414	4 450	4 721	5 472	5 671	6 062	6 168	6 510	7,4%	19,0%
<b>TOTAL M1</b>	<b>6 580</b>	<b>6 719</b>	<b>7 175</b>	<b>8 264</b>	<b>8 521</b>	<b>8 972</b>	<b>9 109</b>	<b>9 559</b>	<b>6,5%</b>	<b>15,7%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>517</b>	<b>581</b>	<b>575</b>	<b>695</b>	<b>693</b>	<b>718</b>	<b>769</b>	<b>758</b>	<b>5,6%</b>	<b>9,1%</b>
Comptes sur livrets	517	581	575	695	693	718	769	758	5,6%	9,1%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M2</b>	<b>7 097</b>	<b>7 300</b>	<b>7 750</b>	<b>8 959</b>	<b>9 214</b>	<b>9 690</b>	<b>9 877</b>	<b>10 318</b>	<b>6,5%</b>	<b>15,2%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>4</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
Dépôts à terme	4	10	4	3	3	3	3	3	0,0%	0,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>7 101</b>	<b>7 310</b>	<b>7 754</b>	<b>8 962</b>	<b>9 217</b>	<b>9 692</b>	<b>9 880</b>	<b>10 320</b>	<b>6,5%</b>	<b>15,2%</b>
<b>P1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>M3+P1</b>	<b>7 101</b>	<b>7 310</b>	<b>7 754</b>	<b>8 962</b>	<b>9 217</b>	<b>9 692</b>	<b>9 880</b>	<b>10 320</b>	<b>6,5%</b>	<b>15,2%</b>

#### Contreparties de la masse monétaire

	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20					Variations	
					mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	1 sem	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>6 575</b>	<b>7 177</b>	<b>6 061</b>	<b>7 842</b>	<b>6 866</b>	<b>8 937</b>	<b>9 302</b>	<b>7 665</b>	<b>-14,2%</b>	<b>-2,3%</b>
Institut d'émission	5 211	4 396	5 317	4 128	3 514	5 193	5 248	4 977	-4,2%	20,6%
Établissements de crédit	1 364	2 781	745	3 715	3 352	3 744	4 054	2 688	-28,2%	-27,6%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>892</b>	<b>722</b>	<b>977</b>	<b>687</b>	<b>715</b>	<b>899</b>	<b>881</b>	<b>815</b>	<b>-9,3%</b>	<b>18,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-373</b>	<b>-624</b>	<b>715</b>	<b>433</b>	<b>1 634</b>	<b>-143</b>	<b>-317</b>	<b>1 833</b>	<b>n.s</b>	<b>323,7%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 805	1 991	2 066	2 394	2 544	2 442	2 422	2 518	3,1%	5,1%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 178	2 615	1 351	1 962	910	2 585	2 739	684	-73,5%	-65,1%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>603</i>	<i>605</i>	<i>607</i>	<i>594</i>	<i>595</i>	<i>596</i>	<i>596</i>	<i>592</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-0,4%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>70</i>	<i>65</i>	<i>55</i>	<i>36</i>	<i>35</i>	<i>36</i>	<i>18</i>	<i>19</i>	<i>-47,8%</i>	<i>-47,0%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 506</i>	<i>1 945</i>	<i>689</i>	<i>1 331</i>	<i>281</i>	<i>1 953</i>	<i>2 125</i>	<i>73</i>	<i>-96,3%</i>	<i>-94,6%</i>
<b>Total M3</b>	<b>7 094</b>	<b>7 275</b>	<b>7 754</b>	<b>8 962</b>	<b>9 214</b>	<b>9 692</b>	<b>9 866</b>	<b>10 313</b>	<b>6,4%</b>	<b>15,1%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>1 364</b>	<b>2 781</b>	<b>745</b>	<b>3 715</b>	<b>3 352</b>	<b>3 744</b>	<b>4 054</b>	<b>2 687</b>	<b>-28,2%</b>	<b>-27,7%</b>

#### Équilibre emplois - ressources

	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20					Variations	
					mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	1 sem	1 an
<b>Emplois</b>	<b>4 594</b>	<b>4 959</b>	<b>4 816</b>	<b>6 119</b>	<b>6 180</b>	<b>6 417</b>	<b>6 519</b>	<b>6 753</b>	<b>5,2%</b>	<b>10,4%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	1 244	0	1 947	0	0	0	0	670	n.s	n.s
Crédits bruts (1)	1 805	1 991	2 066	2 394	2 544	2 442	2 422	2 518	3,1%	5,1%
Réserves obligatoires et libres	181	187	58	10	284	231	42	878	279,7%	8703,6%
Position extérieure nette des EC (si positive)	1 364	2 781	745	3 715	3 352	3 744	4 054	2 687	-28,2%	-27,7%
<b>Ressources</b>	<b>4 600</b>	<b>4 994</b>	<b>4 816</b>	<b>6 119</b>	<b>6 182</b>	<b>6 417</b>	<b>6 533</b>	<b>6 760</b>	<b>5,3%</b>	<b>10,5%</b>
Dépôts collectés (- encaisses) (2)	3 928	4 187	4 154	5 272	5 433	5 708	5 767	6 149	7,7%	16,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	672	670	662	630	630	632	614	611	-3,3%	-3,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	137	0	217	120	77	152	0	-100,0%	-100,0%
Réescompte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>Solde emplois - ressources clientèle (= 1-2)*</b>	<b>-2 123</b>	<b>-2 195</b>	<b>-2 087</b>	<b>-2 878</b>	<b>-2 889</b>	<b>-3 266</b>	<b>-3 345</b>	<b>-3 631</b>	<b>11,2%</b>	<b>26,2%</b>

\*Solde positif = déficit ; Solde négatif = excédent

## Les placements

									Variations	
	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 251,3</b>	<b>2 347,2</b>	<b>2 140,7</b>	<b>3 102,6</b>	<b>3 171,1</b>	<b>3 323,0</b>	<b>3 226,9</b>	<b>3 551,2</b>	<b>6,9%</b>	<b>14,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 235,2</b>	<b>2 346,6</b>	<b>2 139,8</b>	<b>3 101,9</b>	<b>3 170,2</b>	<b>3 322,1</b>	<b>3 226,0</b>	<b>3 550,1</b>	<b>6,9%</b>	<b>14,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>15,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>dont comptes à terme</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>15,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>28,6%</b>	<b>50,0%</b>
<b>Ménages</b>	<b>3 321,1</b>	<b>3 450,0</b>	<b>3 527,8</b>	<b>3 871,8</b>	<b>3 913,4</b>	<b>4 140,2</b>	<b>4 270,5</b>	<b>4 377,3</b>	<b>5,7%</b>	<b>13,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 416,4</b>	<b>1 517,0</b>	<b>1 568,5</b>	<b>1 886,3</b>	<b>1 928,1</b>	<b>2 092,2</b>	<b>2 183,5</b>	<b>2 295,6</b>	<b>9,7%</b>	<b>21,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>498,9</b>	<b>568,1</b>	<b>561,3</b>	<b>681,4</b>	<b>679,5</b>	<b>707,3</b>	<b>846,9</b>	<b>738,9</b>	<b>4,5%</b>	<b>8,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	498,9	568,1	561,3	681,4	679,5	707,3	752,8	738,9	4,5%	8,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>498,9</i>	<i>568,1</i>	<i>561,3</i>	<i>681,4</i>	<i>679,5</i>	<i>707,3</i>	<i>752,8</i>	<i>738,9</i>	<i>4,5%</i>	<i>8,4%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,0	0,0	n.s	n.s
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>94,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 405,8</b>	<b>1 364,9</b>	<b>1 398,0</b>	<b>1 304,2</b>	<b>1 305,7</b>	<b>1 340,7</b>	<b>1 240,2</b>	<b>1 342,8</b>	<b>0,2%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont actions</i>	<i>23,5</i>	<i>22,9</i>	<i>31,9</i>	<i>32,0</i>	<i>32,5</i>	<i>39,0</i>	<i>33,7</i>	<i>66,5</i>	<i>70,3%</i>	<i>107,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>72,1</i>	<i>63,6</i>	<i>77,4</i>	<i>88,1</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-99,8%</i>	<i>-99,7%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 310,3</i>	<i>1 278,4</i>	<i>1 288,7</i>	<i>1 184,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1 206,6</i>	<i>1 276,1</i>	<i>6,0%</i>	<i>7,8%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>995,1</b>	<b>609,1</b>	<b>1 030,0</b>	<b>500,0</b>	<b>589,3</b>	<b>661,0</b>	<b>776,9</b>	<b>685,7</b>	<b>3,7%</b>	<b>37,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>762,1</b>	<b>586,8</b>	<b>1 012,3</b>	<b>483,5</b>	<b>573,1</b>	<b>647,7</b>	<b>758,5</b>	<b>663,8</b>	<b>2,5%</b>	<b>37,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>22,2</b>	<b>22,3</b>	<b>17,7</b>	<b>16,5</b>	<b>16,2</b>	<b>13,3</b>	<b>18,5</b>	<b>21,9</b>	<b>64,6%</b>	<b>32,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	18,6	12,6	14,0	13,8	13,6	10,7	15,8	19,3	80,8%	39,2%
Placements indexés sur les taux de marché	3,7	9,7	3,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>3,7</i>	<i>9,7</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>210,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 567,5</b>	<b>6 406,4</b>	<b>6 698,4</b>	<b>7 474,4</b>	<b>7 673,7</b>	<b>8 124,2</b>	<b>8 274,4</b>	<b>8 614,2</b>	<b>6,0%</b>	<b>15,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>4 413,8</b>	<b>4 450,5</b>	<b>4 720,6</b>	<b>5 471,7</b>	<b>5 671,4</b>	<b>6 062,0</b>	<b>6 167,9</b>	<b>6 509,5</b>	<b>7,4%</b>	<b>19,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>536,1</b>	<b>590,4</b>	<b>578,9</b>	<b>697,9</b>	<b>695,8</b>	<b>720,6</b>	<b>865,3</b>	<b>760,8</b>	<b>5,6%</b>	<b>9,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	517,4	580,7	575,3	695,2	693,1	717,9	768,6	758,2	5,6%	9,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>517,4</i>	<i>580,7</i>	<i>575,3</i>	<i>695,2</i>	<i>693,1</i>	<i>717,9</i>	<i>768,6</i>	<i>758,2</i>	<i>5,6%</i>	<i>9,1%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	18,7	9,7	3,7	2,7	2,7	2,7	96,7	2,7	0,0%	0,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>3,7</i>	<i>9,7</i>	<i>3,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>15,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>94,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 617,7</b>	<b>1 365,5</b>	<b>1 398,8</b>	<b>1 304,9</b>	<b>1 306,5</b>	<b>1 341,6</b>	<b>1 241,2</b>	<b>1 343,9</b>	<b>0,2%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont actions</i>	<i>24,6</i>	<i>23,5</i>	<i>32,7</i>	<i>32,7</i>	<i>33,3</i>	<i>39,9</i>	<i>34,6</i>	<i>67,5</i>	<i>69,5%</i>	<i>106,6%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>210,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>72,1</i>	<i>63,6</i>	<i>77,4</i>	<i>88,1</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-99,8%</i>	<i>-99,7%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 310,3</i>	<i>1 278,4</i>	<i>1 288,7</i>	<i>1 184,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1 206,6</i>	<i>1 276,1</i>	<i>6,0%</i>	<i>7,8%</i>

									Variations	
	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	oct-21	févr-22	1 sem	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>4 934,8</b>	<b>5 040,9</b>	<b>5 299,6</b>	<b>6 169,6</b>	<b>6 367,2</b>	<b>6 782,6</b>	<b>6 939,2</b>	<b>7 270,3</b>	<b>7,2%</b>	<b>17,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>4 413,8</b>	<b>4 450,5</b>	<b>4 720,6</b>	<b>5 471,7</b>	<b>5 671,4</b>	<b>6 062,0</b>	<b>6 167,9</b>	<b>6 509,5</b>	<b>7,4%</b>	<b>19,0%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>517,4</b>	<b>580,7</b>	<b>575,3</b>	<b>695,2</b>	<b>693,1</b>	<b>717,9</b>	<b>768,6</b>	<b>758,2</b>	<b>5,6%</b>	<b>9,1%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>517,4</i>	<i>580,7</i>	<i>575,3</i>	<i>695,2</i>	<i>693,1</i>	<i>717,9</i>	<i>768,6</i>	<i>758,2</i>	<i>5,6%</i>	<i>9,1%</i>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>3,7</b>	<b>9,7</b>	<b>3,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Placement HZE</b>	<b>1 632,7</b>	<b>1 365,5</b>	<b>1 398,8</b>	<b>1 304,9</b>	<b>1 306,5</b>	<b>1 341,6</b>	<b>1 335,2</b>	<b>1 343,9</b>	<b>0,2%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont actions</i>	<i>24,6</i>	<i>23,5</i>	<i>32,7</i>	<i>32,7</i>	<i>33,3</i>	<i>39,9</i>	<i>34,6</i>	<i>67,5</i>	<i>69,5%</i>	<i>106,6%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>210,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>15,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>94,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>72,1</i>	<i>63,6</i>	<i>77,4</i>	<i>88,1</i>	<i>95,6</i>	<i>97,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-99,8%</i>	<i>-99,7%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>1 310,3</i>	<i>1 278,4</i>	<i>1 288,7</i>	<i>1 184,1</i>	<i>1 177,7</i>	<i>1 204,0</i>	<i>1 206,6</i>	<i>1 276,1</i>	<i>6,0%</i>	<i>7,8%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 567,5</b>	<b>6 406,4</b>	<b>6 698,4</b>	<b>7 474,4</b>	<b>7 673,7</b>	<b>8 124,2</b>	<b>8 274,4</b>	<b>8 614,2</b>	<b>6,0%</b>	<b>15,2%</b>

## Les crédits à l'économie

### Établissement de crédit local

	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	13,8	1,9	2,7	20,2	10,3	10,1	41,4	40,8	304,0%	102,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13,8	1,9	2,7	1,5	4,1	2,1	14,6	15,0	623,5%	929,0%
Crédits d'investissement	33,7	176,3	275,0	308,5	605,8	568,6	531,1	609,4	7,2%	97,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	33,7	176,3	275,0	308,5	605,8	568,6	531,1	609,4	7,2%	97,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	12,5	8,1	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	35,2	29,1	20,5	15,5	14,2	12,9	11,6	10,3	-20,6%	-34,0%
Autres crédits	128,0	203,8	172,7	294,0	281,1	268,2	243,1	230,0	-14,2%	-21,8%
<b>Encours sain</b>	<b>210,6</b>	<b>411,1</b>	<b>470,8</b>	<b>638,2</b>	<b>911,4</b>	<b>859,8</b>	<b>827,2</b>	<b>890,4</b>	<b>3,6%</b>	<b>39,5%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 477,8	1 475,4	1 508,3	1 676,4	1 554,3	1 505,9	1 543,2	1 578,1	4,8%	-5,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 471,2	1 461,4	1 492,4	1 659,3	1 536,7	1 494,7	1 534,7	1 556,5	4,1%	-6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,6	14,0	15,9	17,1	17,6	11,2	8,5	21,6	92,8%	26,4%
Crédits à l'habitat	32,1	25,0	20,8	15,8	15,0	14,1	13,3	12,4	-12,0%	-21,4%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 509,9</b>	<b>1 500,4</b>	<b>1 529,1</b>	<b>1 692,2</b>	<b>1 569,3</b>	<b>1 520,1</b>	<b>1 556,5</b>	<b>1 590,5</b>	<b>4,6%</b>	<b>-6,0%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,6</b>	<b>4,3</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-12,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 724,9</b>	<b>1 916,4</b>	<b>2 004,7</b>	<b>2 335,1</b>	<b>2 485,3</b>	<b>2 384,2</b>	<b>2 387,9</b>	<b>2 485,1</b>	<b>4,2%</b>	<b>6,4%</b>
Créances douteuses brutes	80,4	75,0	61,8	59,3	59,1	57,8	34,5	32,6	-43,6%	-45,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	10,7	10,3	6,6	23,3	24,2	21,3	16,4	13,5	-36,5%	-42,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	1,6	0,9	0,9	7,3	6,7	4,3	4,3	4,3	-0,1%	-41,5%
<i>(dt) Ménages</i>	9,0	9,4	5,7	16,0	17,5	17,0	12,1	9,2	-45,6%	-42,3%
<i>Provisions</i>	69,7	64,7	55,2	36,0	34,9	36,5	18,1	19,1	-47,8%	-47,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 805,3</b>	<b>1 991,4</b>	<b>2 066,5</b>	<b>2 394,5</b>	<b>2 544,3</b>	<b>2 441,9</b>	<b>2 422,3</b>	<b>2 517,7</b>	<b>3,1%</b>	<b>5,1%</b>
Taux de créances douteuses	4,5%	3,8%	3,0%	2,5%	2,3%	2,4%	1,4%	1,3%	-1,1 pt	-1,2 pt
Taux de provisionnement	86,7%	86,3%	89,3%	60,6%	59,0%	63,1%	52,4%	58,5%	-4,6 pt	-2,1 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20	mars-21	juin-21	sept-21	déc-21	Variations	
									1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	83,1	1,9	2,7	20,2	10,3	10,1	41,4	41,0	306,2%	103,3%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	18,7	6,2	8,0	26,9	25,7	221,2%	37,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	83,1	1,9	2,7	1,5	4,1	2,1	14,6	15,3	634,0%	943,9%
Crédits d'investissement	558,2	532,2	633,6	651,2	985,3	921,9	862,4	948,1	2,8%	45,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	558,2	532,2	633,6	651,2	985,3	921,9	862,4	948,1	2,8%	45,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	14,6	9,8	4,6	0,2	0,2	0,2	0,2	7,2	2928,7%	2933,0%
Crédits à l'habitat	35,2	29,1	20,5	15,5	14,2	12,9	11,6	10,3	-20,6%	-34,0%
Autres crédits	128,0	203,8	172,7	294,0	281,1	268,2	272,9	259,8	-3,1%	-11,6%
<b>Encours sain</b>	<b>804,4</b>	<b>766,9</b>	<b>829,5</b>	<b>980,9</b>	<b>1 290,9</b>	<b>1 213,1</b>	<b>1 188,4</b>	<b>1 259,1</b>	<b>3,8%</b>	<b>28,4%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 477,8	1 475,4	1 508,3	1 676,4	1 554,3	1 505,9	1 543,2	1 578,1	4,8%	-5,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 471,2	1 461,4	1 492,4	1 659,3	1 536,7	1 494,7	1 534,7	1 556,5	4,1%	-6,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,6	14,0	15,9	17,1	17,6	11,2	8,5	21,6	92,8%	26,4%
Crédits à l'habitat	94,9	56,1	62,9	39,2	38,3	36,8	34,2	32,8	-10,9%	-16,2%
Autres crédits	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 572,7</b>	<b>1 531,6</b>	<b>1 571,2</b>	<b>1 715,5</b>	<b>1 592,6</b>	<b>1 542,8</b>	<b>1 577,4</b>	<b>1 610,9</b>	<b>4,4%</b>	<b>-6,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 386,8	1 785,3	322,7	290,8	275,4	274,3	273,0	234,0	-14,7%	-19,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 386,8	1 785,3	322,7	290,8	275,4	274,3	273,0	234,0	-14,7%	-19,5%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 386,8</b>	<b>1 785,3</b>	<b>322,7</b>	<b>290,8</b>	<b>275,4</b>	<b>274,3</b>	<b>273,0</b>	<b>234,0</b>	<b>-14,7%</b>	<b>-19,5%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>4,9</b>	<b>34,9</b>	<b>34,6</b>	<b>34,3</b>	<b>163,2</b>	<b>133,2</b>	<b>288,3%</b>	<b>281,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>3 768,2</b>	<b>4 088,8</b>	<b>2 728,3</b>	<b>3 022,1</b>	<b>3 193,4</b>	<b>3 064,4</b>	<b>3 202,0</b>	<b>3 237,2</b>	<b>5,6%</b>	<b>7,1%</b>
<i>dont ECHZE</i>	2 043,3	2 172,4	723,6	687,0	708,2	680,3	814,1	752,2	10,6%	9,5%
Créances douteuses brutes	125,9	124,7	111,4	122,6	120,9	124,2	101,4	99,1	-20,2%	-19,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	33,9	45,4	39,5	71,1	70,9	72,6	67,8	64,5	-11,1%	-9,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	1,8	1,1	2,4	8,6	8,0	5,5	5,5	5,6	2,1%	-35,2%
<i>(dt) Ménages</i>	32,1	44,4	37,0	62,5	62,9	67,1	62,3	58,9	-12,2%	-5,8%
Provisions	92,0	79,2	71,9	51,5	50,0	51,6	33,6	34,6	-33,1%	-32,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>3 894,1</b>	<b>4 213,4</b>	<b>2 839,6</b>	<b>3 144,7</b>	<b>3 314,3</b>	<b>3 188,6</b>	<b>3 303,4</b>	<b>3 336,3</b>	<b>4,6%</b>	<b>6,1%</b>
Taux de créances douteuses	3,2%	3,0%	3,9%	3,9%	3,6%	3,9%	3,1%	3,0%	-0,9 pt	-0,9 pt
Taux de provisionnement	73,0%	63,6%	64,6%	42,0%	41,4%	41,6%	33,1%	34,9%	-6,7 pt	-7,1 pt

### MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

▪ L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :

- les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
- les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation régionale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur et responsable de la rédaction : V. de RAULIN  
Rédaction : C. MARAL – Éditeur et imprimeur : IEOM